

# « Devant l'Étranger menaçant, il n'y a plus de partis, il y a la Patrie » : l'idéologie de l'Action française face au défi de l'Union sacrée (1914-1918)

Kevin Audet-Vallée

Volume 33, Number 1, Winter 2014

De Gênes à Fukushima : perceptions et gestions du risque

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1029359ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1029359ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers d'histoire

ISSN

0712-2330 (print)

1929-610X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Audet-Vallée, K. (2014). « Devant l'Étranger menaçant, il n'y a plus de partis, il y a la Patrie » : l'idéologie de l'Action française face au défi de l'Union sacrée (1914-1918). *Cahiers d'histoire*, 33(1), 15–34. <https://doi.org/10.7202/1029359ar>

Article abstract

L'Action française was a significant ideological and intellectual movement in the French Third Republic's political history. With its nationalist and antirepublican rhetoric, it advocated the idea of the restoration of the French monarchy to replace the democratic government, which it considered deleterious. However, it put its royalist agenda on hold during the Great War and refocused on its patriotism. Though significant, this turnaround has nonetheless received little attention in the movement's historiography. This article aims to examine L'Action française's political journey and ideological evolution based on an analysis of politically-flavored columns published in its daily newspaper between 1914 and 1918. Despite adhering in principle to the political truce brought by the Union Sacrée, it never gave up on its ideological criticism of the republican regime and the promotion of its royalist agenda.

## « Devant l'Étranger menaçant, il n'y a plus de partis, il y a la Patrie » : l'idéologie de l'Action française face au défi de l'Union sacrée (1914-1918)

---

**Kevin Audet-Vallée**

Candidat à la maîtrise en histoire  
Département d'histoire  
Université de Montréal

**RÉSUMÉ** *L'Action française fut un mouvement idéologique et intellectuel marquant de l'histoire politique de la Troisième République. Elle défendait, au moyen d'une rhétorique nationaliste et antirépublicaine, l'idée d'une restauration de la monarchie en France sur les ruines d'une démocratie qu'elle estimait viciée et délétère. Durant la Grande Guerre, elle mit cependant en veilleuse son combat royaliste et se recentra sur son patriotisme. Cette volte-face n'a cependant été que très peu abordée de front dans l'historiographie du mouvement. Le présent article vise à y remédier par l'examen du parcours politique de l'Action française à partir de l'analyse des chroniques à saveur politique publiées dans son quotidien entre 1914 et 1918. Malgré son adhésion de principe à la trêve politique que fut l'Union sacrée, l'Action française ne délaissa pas pour autant son procès idéologique du régime républicain et la valorisation de son projet royaliste.*

**ABSTRACT** *L'Action française was a significant ideological and intellectual movement in the French Third Republic's political history. With its nationalist and antirepublican rhetoric, it advocated the idea of the restoration of the French monarchy to replace the democratic government, which it considered deleterious. However, it put its royalist agenda on hold during the*

*Great War and refocused on its patriotism. Though significant, this turnaround has nonetheless received little attention in the movement's historiography. This article aims to examine L'Action française's political journey and ideological evolution based on an analysis of politically-flavored columns published in its daily newspaper between 1914 and 1918. Despite adhering in principle to the political truce brought by the Union Sacrée, it never gave up on its ideological criticism of the republican regime and the promotion of its royalist agenda.*

À la signature de l'armistice qui mit fin à la Première Guerre mondiale le 11 novembre 1918, la France, pour la première fois en plus de cent ans, concluait un conflit armé s'étant déroulé sur son territoire sous le même régime politique qu'à son déclenchement<sup>1</sup>. La subversion de l'ordre étatique républicain n'avait donc pas été à l'ordre du jour dans un contexte de guerre totale où tous les éléments de la société avaient été mis à contribution pour mener la défense nationale. Le monde politique avait ainsi presque unanimement adhéré à la trêve qu'on a baptisée « Union sacrée ». Point de passage obligé pour qui s'intéresse à l'histoire politique de la Troisième République<sup>2</sup>, le cas du mouvement l'Action française symbolise bien cette détente dans les combats politiques en France entre 1914 et 1918.

En tant que principal porte-étendard d'une restauration de la monarchie durant la Belle époque à compter de sa formation dans les suites de l'affaire Dreyfus<sup>3</sup>, cet ensemble idéologique,

1. Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Paris, Éditions Belin, 2002, p. 9.

2. Michel Leymarie, « Introduction » dans *Ibid.*, et Jacques Prévotat, dir., *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 17.

3. Pour plus d'informations sur l'histoire de l'Action française, voir la somme d'Eugen Weber – qui plus de cinquante ans après sa publication fait encore autorité sur le sujet – ou la synthèse récente de Jacques Prévotat. (Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, 649 pages; Jacques Prévotat, *L'Action française*, Paris, PUF, 2004, 124 pages.)

intellectuel et militant<sup>4</sup> ne semblait effectivement pas, à première vue, destiné à rallier et à appuyer une trêve politique dont la mesure serait battue par le régime républicain français. Aussi bien l'orthodoxie antirépublicaine des idées que l'Action française défendait à l'aube du conflit que la longueur imprévue de ce dernier soulèvent des questions à l'égard du chemin qu'elle suivit dans l'arène idéologique de la France de la Grande Guerre. Jusqu'à maintenant, cet aspect de son histoire n'a toutefois été que très peu abordé de front dans l'historiographie.

Pour combler ce vide historiographique, nous avons fait l'étude de tous les numéros du samedi du quotidien publié par le mouvement – également nommé *L'Action française* – des mois d'août 1914 à novembre 1918. Ses principaux rédacteurs, tels Charles Maurras – idéologue de l'organisation –, Léon Daudet et Jacques Bainville, exemptés de service militaire pour la plupart, ont durant toute cette période continué à commenter et à analyser les événements politiques, tout en contribuant à alimenter la réflexion sur la marche à suivre pour faire en sorte que la France sorte victorieuse de ce qui allait être connu comme étant le premier conflit mondial.

Il ressort de cet examen que la logique affirmant la primauté des intérêts nationaux sur toute autre considération, qui était le fondement de la doctrine de l'Action française, ne fut pas du tout remise en question par l'état de belligérance du pays. Il n'en demeure pas moins que la peur de contribuer à la perte de la France mena l'Action française à opérer en contrepartie une sorte de « mise en veilleuse » de son programme politique de subversion royaliste. Elle estimait ainsi que l'arrêt intégral des débats politiques et le respect de l'autorité étatique en place par l'ensemble de la société représentaient les principaux aliments de l'unité nationale nécessaire pour repousser l'invasion allemande.

---

4. En son temps, l'Action française a pris la forme d'une ligue d'action politique éponyme mais également d'organes médiatiques et d'une école de pensée d'extrême droite dont l'influence diffuse se fait encore sentir de nos jours.

Or, malgré cela, force est d'admettre que la lecture antirépublicaine et royaliste de l'Action française persista dans les écrits de ses principaux maîtres à penser, que ce soit dans leur perception de la vie sociopolitique de la France ou dans leur interprétation des origines et des causes du premier conflit mondial. Ils transgressèrent ainsi en quelque sorte la réserve qu'ils s'étaient eux-mêmes imposés et à laquelle ils jugeaient que le reste du monde politique français devait se soumettre en un seul bloc. Ils s'en défendirent bien, affirmant que cette prise de risque était motivée par les nécessités patriotiques du moment et que la fin justifierait les moyens. Pour bien comprendre cette logique, il convient tout d'abord de revenir sur les fondements idéologiques de l'Action française.

#### *I. LE RISQUE D'UNE DISPARITION DE LA FRANCE COMME FONDAMENT IDÉOLOGIQUE*

L'idée selon laquelle il était nécessaire de tenir la France socialement, politiquement et matériellement prête à une éventuelle « défense nationale » fut l'une des principales motivations de la formation de l'Action française en 1898 et elle fut le guide primordial de son itinéraire idéologique jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre<sup>5</sup>. Pour les principaux animateurs du mouvement, la culture et les pratiques politiques de la Troisième République menaçaient l'unité et la protection du territoire national à un moment de l'histoire où la perspective d'un conflit européen ne devait surtout pas, à leur avis, être minimisée.

Selon l'Action française, avec les jeux parlementaire et électoraliste qu'elle sous-tendait, la nature démocratique de l'État républicain français désorganisait la direction politique des affaires intérieures et extérieures du pays. Elle provoquait de même un délitement de la communauté nationale en valorisant l'individualisme, l'égalitarisme et le cosmopolitisme d'essence révolutionnaire. Pis encore, dans les suites de l'affaire Dreyfus,

---

5. Weber, *op. cit.*, p. 109.

on notait que les gouvernements successifs avaient tous sabré dans les budgets de l'armée et de ses bureaux de renseignements, affaiblissant ainsi cette ultime garante de l'intégrité territoriale de la France<sup>6</sup>. Pour renverser cette tendance qui menaçait aux yeux de ses initiateurs l'avenir du pays, l'Action française considérait que toute direction politique devrait désormais être déterminée à l'aune de l'intérêt national<sup>7</sup>.

En poussant ce concept d'intérêt national à son « extrême logique », l'Action française – sous l'intendance intellectuelle de Charles Maurras – constitua au tournant du xx<sup>e</sup> siècle un programme politique et idéologique dit de « nationalisme intégral ». Suivant une lecture étroite et empirique de l'histoire française, ce plan avançait que seule une restauration de la monarchie donnerait assez de force et de suite à l'État pour assurer le salut de la France<sup>8</sup>. Absolutiste et antidémocratique, la monarchie proposée par l'Action française pourrait veiller exclusivement à l'entretien des intérêts patriotiques, puisqu'elle serait indépendante des intérêts partisans, financiers et étrangers qui avaient, selon elle, noyauté l'État français par l'entremise de la démocratie. L'hérédité de la charge du pouvoir royal soustrairait, quant à elle, le pays aux phases d'instabilité qui étaient le propre du régime républicain. Au demeurant, une monarchie française renouvelée ne s'attarderait qu'à assurer la direction de la justice, de l'armée et de la diplomatie – ses fonctions régaliennes –, permettant de la sorte à la France de veiller exclusivement à retrouver son rôle de puissance dans le concert des nations et ainsi à garantir son intégrité territoriale<sup>9</sup>.

6. Charles Maurras, *Kiel et Tanger, 1895-1905 : la République française devant l'Europe de 1905 à 1913*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914, p. 175-187.

7. La déclaration d'honneur de la Ligue d'Action française était parlante à cet égard : « Un vrai nationaliste place la Patrie avant tout : il conçoit donc, il traite donc, il résout donc toutes les questions politiques pendantes dans leur rapport avec l'intérêt national ». Voir Léon de Montesquiou, *Les origines et la doctrine de l'Action française*, Paris, Bureaux de l'Action française, p. 9.

8. Maurras, *op. cit.*, p. 208.

9. Maurras, *op. cit.*, p. 160-171.

Le « nationalisme intégral » ne se résumait pas qu'à un simple plan politique royaliste. Il était également doté d'un vaste programme culturel valorisant le retour à des valeurs sociales et esthétiques traditionnelles, plus particulièrement catholiques et classicistes. Par le fait même, il dénonçait les mœurs libérales de la Troisième République ainsi que les influences étrangères – surtout allemandes<sup>10</sup> et juives<sup>11</sup> – qui avaient provoqué la décadence qui rongait, de l'avis des maîtres à penser de l'Action française, la France du début du vingtième siècle<sup>12</sup>.

Malgré des prétentions revanchardes à l'égard de l'Allemagne en réponse à la perte de l'Alsace-Lorraine en 1871 et une valorisation du rôle central de l'Armée dans le maintien de l'intégrité du pays, l'Action française n'était pas va-t-en-guerre pour autant. La crainte qu'une guerre ne menât à la disparition de la France, si celle-ci était toujours dirigée par un gouvernement républicain, était, rappelons-le, le fondement de son existence<sup>13</sup>. Ainsi, lorsque la « crise austro-serbe » prit une ampleur européenne au cours du mois de juillet 1914, l'Action française craignait que la France ne doive affronter ce trouble grandissant munie d'un régime

10. Compte tenu du contexte de tensions internationales avec l'Allemagne, l'Action française a été pour beaucoup dans l'instrumentalisation du mythe de la « revanche » pour l'Alsace-Lorraine, voir Olivier Forcade, « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 », dans Leymarie et Prévotat, dir., *op. cit.*, p. 125.

11. L'Action française fut incontestablement l'une des organisations les plus antisémites de son époque en France. Voir Laurent Joly, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *Revue historique*, 2006/3, no 639, p. 695-718.

12. Jérôme Gondreux, « Maurras et la crise du spirituel républicain », dans Leymarie et Prévotat, dir., *op. cit.*, p. 85; Robert Kopp, « Maurras lecteur de Rousseau et de Chateaubriand », dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam, dir., *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p. 154; Neil McWilliam, « Qui a peur de George Sand? Antirromantisme et antiféminisme chez les maurrassiens » dans *Ibid.*, p. 173-175.

13. Ce nationalisme défensif fut exposé en long et en large dans deux ouvrages phares du mouvement, soit *Kiel et Tanger* publié en 1909 par Charles Maurras, ainsi que *L'Avant-guerre* de Léon Daudet, lancé en 1913. (Maurras, *op. cit.*, *passim*; Léon Daudet, *L'Avant-Guerre. Études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1913, *passim*.)

politique « falot »<sup>14</sup>. En cas de guerre, le risque pour le pays était donc énorme à ses yeux. Son patriotisme inconditionnel faisait tout de même en sorte qu'elle n'était pas défaitiste pour autant, persuadée qu'elle était des forces profondes du peuple français, peu importe le régime politique qui dirigeait ses destinées.

## II. « LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE » : UNITÉ NATIONALE ET ORDRE POLITIQUE

Le 3 août 1914, alors que l'Allemagne venait de déclarer la guerre à la France, Charles Maurras signa un éditorial prescriptif dans *L'Action française*. Il y édictait ce qui devait être le principe directeur de la défense du territoire national face à une éventuelle invasion venant de l'Est : « Notre lien le plus fort est celui de la France, notre intérêt le plus pressant est de rester Français<sup>15</sup> ». Au fur et à mesure du long conflit qui suivit, cet esprit de sauvegarde impliqua évidemment qu'il était inconcevable que son issue soit défavorable de quelque manière à une France qui devait défendre son existence même, mais également faire payer l'Allemagne pour ses actes et s'assurer que celle-ci soit muselée une bonne fois pour toutes. Penser autrement relevait, selon Maurras, de la trahison pure et simple à l'égard des soldats et des simples citoyens qui s'étaient, et qui allaient être, sacrifiés devant l'envahisseur<sup>16</sup>.

Pour triompher du « barbare allemand », l'Action française estimait que toutes les ressources de la société française, qu'elles soient matérielles, politiques, morales ou culturelles, devaient être mises à contribution. Au fil de leurs chroniques, ses maîtres à penser désignèrent un ensemble de conditions à réunir pour

14. Léon Daudet (ci-après LD), « La non préparation à la guerre », *L'Action française* (ci-après AF), 17 juillet 1914 ; Charles Maurras (ci-après CM), « II. L'anarchie militariste », AF, 17 juillet 1914 ; CM, « Le couteau sur la gorge du pays », AF, 22 juillet 1914 ; CM, « I. Secrets civils et militaires/II. Les indiscretions du Sénat », AF, 24 juillet 1914 ; CM, « Le Moral », AF, 1<sup>er</sup> août 1914.

15. CM, « Devant l'ennemi », AF, 3 août 1914.

16. CM, « III. 'La réflexion est venue bien tard' », AF, 9 septembre 1914 ; CM, « II. Un seul point noir possible », AF, 28 août 1915 ; LD, « La leçon de Verdun – Une Guerre totale : Eux ou nous », AF, 11 mars 1916 ; CM, « L'assassinat de Reims », AF, 13 avril 1918.



assurer la victoire. En phase avec les deux grands axes idéologiques du mouvement, soit le nationalisme et le royalisme, à l'échelon supérieur de ces modalités se trouvaient le maintien de l'unité nationale ainsi que celui de l'autorité gouvernementale en place.

Certes, les conditions de la victoire édictées par l'Action française durant la Grande Guerre ratissaient plus large, allant du respect des prérogatives du commandement militaire à l'instauration d'une « part du combattant » pour encourager les soldats, en passant par la censure de la presse ainsi que par la chasse aux agents de l'ennemi et aux traîtres à la nation<sup>17</sup>. Bien que cette dernière croisade fût tellement prise au sérieux par les « nationalistes intégraux » que l'historiographie retint surtout celle-ci pour décrire leur parcours durant la Grande Guerre, la chasse aux traîtres n'en demeura pas moins subordonnée au maintien de l'unité nationale et de l'autorité politique en place.

Il allait de soi pour l'Action française que les Français devaient d'abord et avant tout laisser de côté tous leurs différends – qu'ils soient sociaux, moraux ou politiques – pour s'unir entièrement dans la « défense patriotique » du territoire. La confiance qu'engendrait ainsi l'unité nationale se réfléchirait sur la motivation et le courage des combattants au front<sup>18</sup>.

Par conséquent, l'Action française insista durant toute la période 1914-1918 sur la nécessité d'alimenter constamment le patriotisme et la confiance en la victoire. En dépit des

17. Rédaction, « Notre appel à la Presse française », *AF*, 31 juillet 1914; *CM*, « Les étrangers à Paris et dans la Woëvre », *AF*, 12 août 1914; *LD*, « La question de la censure », *AF*, 7 novembre 1914; *CM*, « I. Les Boches de l'Intérieur », *AF*, 24 juillet 1915; *LD*, « Notre étrenne au pays – Pour balayer l'espionnage allemand », *AF*, 1<sup>er</sup> janvier 1916; *LD*, « Pour stabiliser l'esprit public », *AF*, 2 décembre 1916; *CM*, « V. Contre les Prussiens de l'intérieur », *AF*, 9 juin 1917; *CM*, « II. La censure et les journaux », *AF*, 30 juin 1917; *CM*, « VIII. De l'autorité militaire », *AF*, 22 septembre 1917; *CM*, « V. L'aliment nécessaire », *AF*, 29 septembre 1917; *LD*, « Je fais mon Devoir – Le complot contre la France », *AF*, 15 octobre 1917; *LD*, « Ceux qui misent sur la Défaite », *AF*, 22 juin 1918; *LD*, « L'afflux Américain et le Défaitisme », 6 juillet 1918.

18. *CM*, « Le travail national », *AF*, 14 août 1914; *CM*, « IV. Vers un esprit de guerre? Non: vers l'esprit de victoire », *AF*, 2 décembre 1916; *CM*, « I. Le moral de la nation », *AF*, 2 mars 1918.

torts prétendument causés par le régime républicain à l'unité nationale dans l'avant-guerre, elle considérait que le sentiment de communauté patriotique était resté bien vivant dans l'inconscient populaire français et qu'il ne demandait qu'à être réveillé et stimulé. Cela était attribuable selon elle à l'entretien fait par diverses forces morales et culturelles, dont son propre « nationalisme intégral »<sup>19</sup>.

À mesure que la guerre s'allongea au-delà des prévisions initiales, il devint cependant également nécessaire aux yeux de l'Action française de veiller continuellement à rabattre les courants d'opinion et les rumeurs susceptibles de miner l'ordre social ainsi que la foi en la victoire. Elle exigea de la sorte des « sanctions énergiques » à l'égard de tout élément propagateur de désordre social ou promouvant des idées soi-disant antipatriotiques. Il en allait ainsi car elle jugeait que toute discorde sociale ou lassitude ne pouvait que profiter à l'ennemi qui tablait certainement là-dessus pour vaincre plus facilement la France<sup>20</sup>.

Comme nous l'avons souligné précédemment, une des conditions essentielles du maintien de l'unité nationale dans la France en guerre résidait, selon l'Action française, dans l'arrêt des disputes politiques. Avant même le déclenchement formel du conflit, Maurras avait ainsi décrété que « [...] devant l'Étranger menaçant, il n'y a plus de partis, il y a la Patrie<sup>21</sup> ». Par conséquent, lorsque le 4 août 1914 le président Raymond Poincaré, avec presque la même formule, appela la nation à faire une trêve dans ses débats politiques pour assurer la bonne marche de la défense nationale, l'Action française ne se fit pas prier pour offrir son appui à la fameuse « Union sacrée » qui en découla. La veille de cette déclaration présidentielle, Maurras avait déjà fait part à

19. CM, « La communauté nationale », *AF*, 29 juillet 1914 ; LD, « La vie nationale continue », *AF*, 18 août 1914 ; CM, « II. Le "tout" de la France », *AF*, 18 août 1917.

20. CM, « I. Ténacité, Prudence », *AF*, 20 août 1914 ; Henri Vaugeois, « Le besoin de s'entendre », *AF*, 24 avril 1915 ; CM, « II. Le faux espoir de l'ennemi », *AF*, 1<sup>er</sup> janvier 1916 ; Jacques Bainville (ci-après JB), « Pour préserver l'esprit public », *AF*, 6 octobre 1917 ; CM, « v. La loi de l'ennemi est dans nos divisions », 22 juin 1918.

21. CM, « I. Nos deux devoirs », *AF*, 27 juillet 1914.

ses lecteurs qu'il convenait de mettre en veilleuse leur combat royaliste contre le régime républicain :

Désireux pour notre part de faire en ce moment tout effort susceptible de coopérer à la paix civile, nous suspendons à dater d'aujourd'hui, le témoignage quotidien du crime commis contre les lois et contre la patrie par le plus haut tribunal de la République. Nous nous proposons même de n'y faire aucune allusion. Hier il fallait montrer les causes vives qui risquaient de nous affaiblir devant l'ennemi. Aujourd'hui l'ennemi est là. Ne pensons qu'à le vaincre<sup>22</sup>.

Conséquente, l'Action française considérait ainsi que sa propre lutte pouvait être un vecteur du désordre sociopolitique que la France se devait d'éviter pour assurer le maintien de son unité intérieure<sup>23</sup>. Elle réitéra ainsi, avec conviction, durant toute la guerre, la nécessité de maintenir intégralement la trêve politique en question en insistant, encore et toujours, sur la menace d'une débâcle française si ce principe n'était pas suivi à la lettre<sup>24</sup>.

À plus petite échelle, l'Action française estimait qu'il n'était pas plus judicieux dans les circonstances de procéder à un simple changement de gouvernement, comme cela se produisait si fréquemment sous la Troisième République, voire même à un remaniement ministériel. Cela aurait représenté des mouvements de personnel qui auraient ouvert la porte à une vacance du pouvoir de même qu'à des débats politiques fort peu souhaitables dans ce contexte particulier exigeant stabilité et autorité. Toute tentative de « subversion ministérielle » fut ainsi considérée par les nationalistes intégraux comme un affront pur et simple à l'égard de l'effort de défense nationale<sup>25</sup>. Conséquemment, et non sans s'en surprendre

22. CM, « Devant l'ennemi », *AF*, 3 août 1914.

23. CM, « III. La censure est maintenue », *AF*, 16 décembre 1916.

24. LD, « Pour stabiliser l'esprit public », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « I. Est-ce un nouveau réveil français ? », *AF*, 29 septembre 1917; CM, « III. La campagne antirépublicaine », *AF*, 5 janvier 1918.

25. CM, « I. Stabilité ministérielle », *AF*, 21 mai 1915; CM, « III. Pour la liberté de l'État », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « V. Notre opposition de gouvernement », *AF*, 20 octobre 1917.

elle-même, l'Action française se vanta durant toute la Grande Guerre d'être l'un des plus solides soutiens aux gouvernements d'Union sacrée<sup>26</sup>. Cependant, plus la guerre s'allongea au-delà de toutes les prévisions, plus l'Action française se montra ouverte à l'idée de remaniements gouvernementaux dans la mesure où ces exercices pouvaient permettre d'éliminer des éléments ayant développé un « défaut de patriotisme<sup>27</sup> ».

Sur le fond, le ralliement de l'Action française à la trêve politique de l'Union sacrée, et la mise en veilleuse concomitante de son combat royaliste contre la Troisième République, trouve à l'évidence son explication dans la logique de la primauté de l'intérêt national qui, comme nous l'avons vu, était le fondement de sa doctrine politique. Ainsi, on pourrait dire que, dans l'absolu, les nationalistes intégraux aimaient plus la France qu'ils ne détestaient le régime républicain et que toute considération politique restait assujettie aux aspects patriotiques<sup>28</sup>. À cet égard, Maurras était particulièrement transparent : « C'est comme bons Français, éclairés et prévoyants, que nous sommes les adversaires du régime; c'est comme bons Français que nous lui souhaitons d'accomplir tous les mouvements propres à assurer le salut de la France<sup>29</sup> ». Le fait d'être confronté à une guerre qui risquait d'emporter la France, si ses citoyens et sa classe politique continuaient de s'entre-déchirer sur des questions d'ordre plus ou moins vital dans l'immédiat, obligeait donc l'Action française à réviser l'ordre de ses priorités politiques. Mais mettre en veilleuse certains aspects d'une idéologie bien définie ne veut pas pour autant dire qu'on renie cette dernière, même si l'on se défend bien de la mettre en évidence.

26. CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

27. CM, « III. Nous ne sommes plus seuls », *AF*, 15 août 1915 ; CM, « v. Censure politique », *AF*, 22 septembre 1917 ; CM, « III. La campagne antirépublicaine », *AF*, 5 janvier 1918.

28. CM, « III. Un vétéran de l'anarchie », *AF*, 19 décembre 1914 ; CM, « I. 'Les deux Frances' », *AF*, 30 janvier 1915 ; CM, « III. Pour la direction de l'esprit », *AF*, 29 septembre 1917.

29. CM, « II. Le probable et le certain », *AF*, 15 juin 1918.

### III. LA RÉMANENCE DU DISCOURS ANTIRÉPUBLICAIN ET ROYALISTE

Dans les jours précédant le déclenchement de la Grande Guerre, malgré la situation plus qu'exceptionnelle qui se pointait à l'horizon, Maurras avait promis que L'Action française allait demeurer « raisonnée » et « lucide » devant les faits et gestes du monde politique français<sup>30</sup>. Cette affirmation ne resta pas lettre morte. En effet, tout au long du premier conflit mondial, malgré les exigences patriotiques de la trêve politique de l'Union sacrée et de la censure de la presse, auxquelles elle prétendait se soumettre volontairement et de bonne foi, l'Action française n'en démordit pas : l'État républicain et ses défenseurs causaient encore et toujours plus de torts à la France qu'ils ne lui rendaient de services. Par conséquent, sur divers plans, il apparaît clair que le discours antirépublicain et royaliste de l'Action française a continué à être diffusé durant cette période, souvent de manière détournée mais parfois de manière très franche et assumée.

Comme l'a souligné Jean-Jacques Becker dans *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, peu de conflits militaires dans l'histoire de l'humanité ont semblé être aussi dépourvus de sens aux yeux de leurs contemporains que la Grande Guerre<sup>31</sup>. Or, en ce qui concerne l'Action française, le déclenchement des hostilités en août 1914 apparut d'emblée comme l'aboutissement d'une veillée d'armes amorcée à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle sous le signe de la montée en puissance allemande et du développement de tensions au sein du système des alliances<sup>32</sup>, mais surtout sous le signe de l'affaiblissement de la France par le régime républicain

---

30. CM, « I. Nos deux devoirs », AF, 27 juillet 1914.

31. Jean-Jacques Becker, 1914 : *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977, p. 9.

32. JB, « L'ultimatum de l'Autriche – Une épreuve pour l'alliance franco-russe », AF, 25 juillet 1914 ; Pierre Lasserre, « La vanité allemande », AF, 11 août 1914 ; JB, « La guerre des nations », AF, 20 août 1914 ; JB, « Le fer et le charbon », AF, 13 février 1915.

du fait de sa nature pacifiste, cosmopolite et antipatriotique ainsi que de ses réductions dans les budgets militaires<sup>33</sup>.

La prétendue impréparation de la Troisième République face à la nouvelle réalité internationale était d'autant plus condamnable pour l'Action française qu'elle estimait l'avoir dénoncée en long et en large et avoir invité les dirigeants français à y parer dans l'avant-guerre<sup>34</sup>. Ainsi formulée, son analyse des causes et des responsabilités dans le déclenchement du premier conflit mondial lui apparaissait certainement comme une confirmation des idées et des prévisions qu'elle avait avancées depuis l'affaire Dreyfus<sup>35</sup>.

Même dans l'optique d'une victoire, le régime républicain allait éventuellement devoir répondre de son imprévoyance d'avant-guerre. À l'aube de l'armistice, Maurras n'en dérogeait toujours pas : « Quand nous aurons achevé de vaincre le Boche, il faudra s'occuper d'abattre parmi nous le principal auxiliaire du Boche, la rage des partis et la prime effroyable que lui accorde le système de leur gouvernement<sup>36</sup> ». Il apparaît ainsi évident qu'en invitant les Français à prendre conscience de la « folie » de l'État démocratique, l'Action française défendait encore et toujours, mais ici de manière sous-jacente, l'idée d'une restauration de la monarchie<sup>37</sup>. En s'exprimant de la sorte, elle ne considérait cependant pas qu'elle transgressait la trêve politique de l'Union sacrée, affirmant n'agir que par pur patriotisme<sup>38</sup>.

33. CM, « III. Variations démocratiques », *AF*, 29 mai 1915 ; CM, « v. Lorsque nous fûmes désarmés », *AF*, 7 août 1915 ; CM, « II. Les demandes des Services techniques », *AF*, 15 août 1915 ; CM, « I. M. le président Delegorgue », *AF*, 4 mars 1916 ; CM, « II. Dans le 'petit' peuple », *AF*, 5 août 1916.

34. CM, « Les étrangers à Paris et dans la Woëvre », *AF*, 12 août 1914 ; CM, « I. 1870 et 1914 », *AF*, 11 septembre 1914.

35. Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand », *op. cit.*, p. 9-13 ; Olivier Lahaie, « À propos des jugements portés par Charles Maurras sur l'affaire Dreyfus, l'armée française et ses services de renseignement dans Au signe de Flore », dans Georges-Henri Soutou et Martin Motte, dir., *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Paris, Economica, 2010, p. 251.

36. CM, « II. Patrie et Partis », *AF*, 2 novembre 1918.

37. JB, « II. Choses qu'on disait avant la guerre », *AF*, 16 janvier 1915 ; CM, « II. Intérêt national et patriotisme », *AF*, 30 janvier 1915 ; CM, « III. Nos droits concrets », *AF*, 2 juin 1917.

38. CM, « I. Libéralisme et barbarie », *AF*, 1<sup>er</sup> septembre 1914.

Non contente de l'accuser de tous les maux à propos des causes et des responsabilités dans le déclenchement du conflit, l'Action française prit régulièrement directement à partie le monde politique républicain entre août 1914 et novembre 1918. Très tôt dans la guerre, Maurras déplora ouvertement que l'Union sacrée fut conduite, pour « le plus grand malheur » des Français, par un gouvernement républicain<sup>39</sup>. L'Action française se permit ainsi à maintes reprises de mettre en doute les capacités du « trou par en haut », à l'instabilité inhérente et diffuse, qu'était l'État républicain à canaliser et à diriger les ardeurs guerrières de la nation française. Surtout, la nature parlementaire et partisane du régime représentait, selon elle, encore et toujours une menace perpétuelle envers le nécessaire maintien de l'ordre social<sup>40</sup>.

Lorsque les travaux des deux chambres parlementaires furent suspendus de la fin d'août jusqu'à la fin de décembre 1914, l'Action française s'en réjouit évidemment sans ambages<sup>41</sup>. Elle désapprouva de même la reprise des séances régulières du parlement en janvier 1915. Alarmiste et insistant sur le risque d'une rupture du tissu social, Maurras affirma ainsi « [...] [qu'un] des premiers effets de la réunion des Chambres est d'avoir réveillé en Allemagne un certain espoir de nous diviser<sup>42</sup> ». Du coup, tout au long de la guerre, il regretta ardemment la période « de la tribune silencieuse » où gouvernement et commandement militaire dirigeaient le pays et les opérations, selon lui, sans contrainte et donc efficacement, tout en déplorant que l'État ne veuille répéter l'expérience<sup>43</sup>.

39. CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914.

40. CM, « Contre les murmures », *AF*, 26 août 1914; CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914; CM, « I. Le poste à défendre », *AF*, 29 janvier 1916; CM, « IV. Où est le sens de l'intérêt public ? », *AF*, 17 juin 1916; CM, « II. Le 'tout' de la France », *AF*, 18 août 1917; CM, « I. Murmures dangereux et vains », *AF*, 1<sup>er</sup> juin 1918; CM, « III. Patrie et Partis », *AF*, 2 novembre 1918 ».

41. CM, « I. On nous a dit la vérité », *AF*, 6 septembre 1914.

42. CM, « III. L'ami et l'ennemi », *AF*, 16 janvier 1915.

43. CM, « II. La séance de la Chambre », *AF*, 21 mai 1915; CM, « IV. Le parloir ne fermera pas », *AF*, 4 décembre 1915; CM, « III. Le congé des Chambres », *AF*, 29 juillet 1916; CM, « IV. 'Dans les autres parlements' », *AF*, 20 janvier 1917; CM, « VII. La censure et le parlement », *AF*, 22 septembre 1917.

Dans cette optique, l'Action française insista tout au long de la guerre sur les dangers que le « régime de discussion » parlementaire faisait courir à la défense nationale. Au « [...] moment où s'imposerait la muette ardeur de l'action<sup>44</sup> », Maurras lui reprochait, avec ses échanges de vues perpétuels, de menacer la cohésion nationale, mais également de retarder la prise de décision, dont la célérité était cruciale dans le contexte<sup>45</sup>. Il s'entend donc que l'Action française remit en question la pertinence des comités parlementaires qui foisonnèrent à partir de 1915. Elle estimait que ces organes ne faisaient qu'ajouter aux soucis déjà nombreux du gouvernement et du commandement militaire puisque leurs décisions respectives ne devaient faire l'objet d'aucun commentaire ni d'aucune remise en question. Elle craignait aussi, par-dessus tout, que les participants à ces commissions parlementaires n'ébruissent des informations extrêmement sensibles qui pourraient alarmer inutilement l'opinion publique ou, pis encore, tomber dans des oreilles ennemies<sup>46</sup>.

Pour le reste, il convenait, écrivit Maurras, de remettre à plus tard l'examen des actes gouvernementaux et militaires : « Mais le pays envahi [...] se moque des discours [...], ne donne d'intérêt qu'à ceux qui agissent ou qui organisent l'action. Les imperfections, les erreurs, les fautes seront examinées plus tard. L'important est qu'elles ne soient pas aggravées par l'immixtion des touches à tout [...]»<sup>47</sup>. Aux yeux de l'Action française, les députés et les sénateurs devaient s'en tenir à une position d'auxiliaires

44. CM, « I. Confiance et défiance », *AF*, 2 décembre 1916.

45. CM, « II. La séance de la Chambre », *AF*, 21 mai 1915 ; CM, « I. L'anarchie au Centre », *AF*, 18 décembre 1915 ; CM, « III. Les conditions de la victoire », *AF*, 1<sup>er</sup> janvier 1916 ; CM, « III. Le gouvernement oratoire et la réalité politique », *AF*, 30 mars 1918.

46. CM, « I. La Démocratie et la Guerre », *AF*, 20 mars 1915 ; CM, « I. Le gouvernement veut tenir », *AF*, 15 juin 1915 ; CM, « II. Parole et action : les tranchées », *AF*, 1<sup>er</sup> janvier 1916 ; CM, « I. Le poste à défendre », *AF*, 29 janvier 1916 ; CM, « II. Les commissaires aux armées », *AF*, 27 mai 1916 ; CM, « II. Opinions successives touchant le comité secret », *AF*, 11 juin 1916 ; CM, « I. Le conflit de souveraineté », *AF*, 22 juillet 1916 ; CM, « II. Le futur président de la commission de la marine », *AF*, 11 août 1917 ; CM, « I. Murmures dangereux et vains », *AF*, 1<sup>er</sup> juin 1918 ; CM, « Secret militaire et comités secrets », *AF*, 7 septembre 1918.

47. CM, « IV. Censure », *AF*, 19 décembre 1914.



silencieux et dévoués des gouvernements d'Union sacrée<sup>48</sup>. Si elle leur refusait tout pouvoir dans ce contexte de belligérance, c'était non seulement parce qu'elle estimait qu'ils étaient dangereusement partisans, mais également parce qu'elle doutait profondément de leurs compétences, puisqu'ils avaient été hasardeusement élus au suffrage universel. Le contexte de défense nationale n'avait pas changé les choses pour l'Action française car la plupart des hommes politiques semblaient encore malheureusement chercher à tirer des avantages matériels et partisans d'une quelconque fonction tout en n'ayant généralement aucune idée des mesures à prendre pour mener à bien la défense nationale<sup>49</sup>.

Dans une perspective plus abstraite, l'Action française maintint également sa critique de la culture profonde du régime républicain durant la Grande Guerre. D'emblée, elle soutint que l'état d'esprit démocratique avait rendu plus ardu l'envol du sentiment patriotique et l'imposition de la discipline militaire, dans la mesure où cette mentalité avait favorisé un pacifisme et un antimilitarisme latents, qui risquaient également de ressurgir de manière inopportune à tout moment<sup>50</sup>. Selon les « nationalistes intégraux », il était donc clair que la nature de l'État français repoussait l'issue victorieuse de la guerre<sup>51</sup>. En mai 1915, Maurras était déjà au bout de sa patience à cet égard : « C'est grâce au malheur de la démocratie que nous n'avons pas étonné l'univers, que nous n'avons pas écrasé l'agresseur<sup>52</sup> ». Lorsque la victoire fut acquise en novembre 1918, l'Action française refusa naturellement de la porter au crédit du régime républicain. Quant aux ratés que l'État avaient connus durant le conflit, et qui avaient selon lui

48. CM, « II. La dépendance intérieure », *AF*, 20 janvier 1917.

49. LD, « Les géants et les nains », *AF*, 29 août 1914; CM, « I. Le voyage des ministres socialistes », *AF*, 21 novembre 1914; CM, « III. Concussionnaires et prévaricateurs », *AF*, 18 décembre 1915; CM, « III. La bêtise à faire », *AF*, 12 février 1916; CM, « II. Pour un conseil de discipline parlementaire », *AF*, 13 janvier 1917; CM, « V. Le risque d'un trop bon métier », 15 décembre 1917; CM, « III. Le gouvernement oratoire et la réalité politique », 30 mars 1918.

50. CM, « IV. Danger de la démocratie en France », 7 juillet 1917; CM, « II. La démocratie de la vie », 23 février 1918.

51. CM, « Vive la nation ! », *AF*, 4 septembre 1914; CM, « I. L'unité d'âme », *AF*, 18 août 1917; LD, « Le ré-entraînement de l'armée allemande », *AF*, 13 juillet 1918.

52. CM, « IV. Elle n'existe pas ! », *AF*, 29 mai 1915.

risqué d'emporter le pays, Maurras promit qu'ils n'allaient pas rester lettre morte : « Notre amour de la paix publique évitera de mettre en cause les personnes elles-mêmes victimes d'une déplorable organisation : c'est la responsabilité des institutions que nous étudierons. Elle est grave<sup>53</sup> ».

Le point de vue de l'Action française sur les usages politiques républicains durant la Grande Guerre s'inscrivait au demeurant dans un plus large débat sur la délimitation des pouvoirs entre les mondes politique et militaire ainsi que sur la capacité du régime parlementaire à diriger efficacement la défense nationale. Son dédain envers les pratiques parlementaires dans un état de belligérance était un lieu commun dans l'opinion publique entre 1914 et 1918<sup>54</sup>. Il n'en reste pas moins que les critiques et les remises en question du régime parlementaire furent globalement balayées du revers de la main parce que l'on craignait justement que cela ne profitât qu'aux adversaires du régime, tels que l'Action française elle-même<sup>55</sup>.

Cela est d'autant plus vrai qu'à mesure que le conflit se prolongea au-delà des prévisions initiales, et que le pays ne semblait pas trouver le moyen de renvoyer promptement l'envahisseur allemand dans ses terres, l'Action française en vint à considérer qu'il convenait de faire prendre une tournure plus autoritaire à la direction politique du pays, sans toutefois renverser l'ordre établi<sup>56</sup>. En évoquant cette nécessité d'un amendement au régime républicain pour le bien de la défense nationale, il semble évident qu'elle cherchait à valoriser son propre programme politique<sup>57</sup>. De

53. CM, « VIII. Un triomphe du régime », *AF*, 9 novembre 1918.

54. Jean-Jacques Becker, *La France en guerre (1914-1918) : La grande mutation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988, p. 61-65.

55. Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Paris, Éditions Belin, 2002, *passim*.

56. CM, « IV. Vers le trou par en haut », *AF*, 6 novembre 1915; CM, « V. Le cerveau du chef », *AF*, 27 novembre 1915; CM, « IV. Un et plusieurs », *AF*, 4 mars 1916; CM, « III. Pour la liberté de l'État », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « III. Fiasco du fédéralisme absolu », *AF*, 10 février 1917; CM, « III. L'intelligence responsable », *AF*, 23 février 1918.

57. CM, « V. Un petit État dans le grand », *AF*, 16 septembre 1916; CM, « II. Pour l'unité et la stabilité », *AF*, 8 septembre 1917.

manière générale, il faut dire que l'Action française ne cacha jamais durant la guerre que son but ultime demeurerait la restauration de la monarchie en France. Sa franchise sans équivoque à cet égard peut surprendre compte tenu de la trêve politique de l'Union sacrée à laquelle elle prétendait être fidèle, mais également vu la surveillance de la censure de la presse.

Maurras se défendait cependant bien de faire l'apologie d'un changement de régime en pleine période de guerre, et donc de trahir son propre appel au maintien de l'ordre politique. Il réitéra à maintes reprises que l'Action française demeurerait « ministérielle » jusqu'à l'issue du conflit, mais qu'il n'en restait pas moins qu'elle avait des « devoirs envers la monarchie, considérée comme l'outil de la réorganisation de la France<sup>58</sup> ». Donc, tout en prenant bien soin de ne pas appeler ouvertement au renversement de l'État républicain, l'Action française souligna à de nombreuses reprises que la guerre avait prouvé la caducité des idées et des pratiques démocratiques qui avaient gravement handicapé le pays durant tout ce conflit, et que la nation saurait faire le bon choix au lendemain de ce dernier pour pouvoir profiter des « fruits de la victoire<sup>59</sup> ». Maurras espérait en outre que « [...] le grand sacrifice de la tranchée [soit] suivi d'un petit sacrifice civique : notre démission de faux souverains<sup>60</sup> ».

Encore une fois, malgré les dangers du moment, l'intérêt national justifiait toutes les tournures rhétoriques de l'Action française. Avec la verve qui caractérisait sa plume, Maurras justifia habilement la rémanence de sa rhétorique antirépublicaine dans sa chronique du 19 juin 1915 : « C'est du mal que nous voulons garder tout le monde [...] Si ce mal public s'appelait abracadabra,

58. CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

59. CM, « v. La Saint-Philippe », *AF*, 1er mai 1915 ; CM, « iv. La vérité gênante », *AF*, 19 juin 1915 ; CM, « iii. Les lumières de la victoire », *AF*, 11 septembre 1915 ; CM, « ii. Les idées qui mènent le monde », *AF*, 4 mars 1916 ; CM, « iii. Notre avantage », *AF*, 6 juin 1916 ; CM, « vii. Responsabilités personnelles ou anonymes », *AF*, 5 août 1916 ; CM, « iv. L'État fédérateur », *AF*, 10 février 1917 ; CM, « v. Monarchies et Révolutions », *AF*, 7 avril 1917 ; CM, « vi. Possibilités démocratiques », *AF*, 4 août 1917.

60. CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

c'est lui que nous désignerions. Il s'appelle République, nous le nommons ainsi pour qu'il soit reconnu<sup>61</sup>».

#### IV. CONCLUSION

L'intérêt national, fondement de la doctrine idéologique de l'Action française, ne fut évidemment pas remis en question suite au déclenchement de la Grande Guerre. Au contraire, ce concept devint alors encore plus pertinent que jamais. Il fut par conséquent aisé pour les « nationalistes intégraux » de justifier sur le plan doctrinal leur engagement instantané dans la trêve politique de l'Union sacrée ainsi que la mise en veilleuse corrélative de leur combat politique royaliste contre la Troisième République. Cependant, étant donné que pour les maîtres de l'Action française les intérêts de la patrie justifiaient tout, ils maintinrent en contrepartie leur lecture antirépublicaine et royaliste dans la mesure où la restauration de la monarchie demeurerait pour eux l'outil pouvant assurer l'ultime salut de la France.

Évidemment, cela étant trop risqué dans les circonstances, le renversement de la République ne pouvait, et ne devait pas être opéré alors que le pays était assiégé. La politique du pire n'était donc pas à l'ordre du jour du programme de l'Action française. Il n'en reste pas moins que si la guerre était un bien malheureux événement pour la patrie, quoique prévisible d'après les « nationalistes intégraux », elle allait prouver, une fois pour toutes, qu'ils avaient raison. Cela démontre donc que le tissu idéologique de l'Action française ne fut pas du tout remis en question par ses défenseurs entre 1914 et 1918, et que c'est plutôt l'ordre des priorités politiques du mouvement qui fut momentanément chamboulé, voire inversé.

Dans l'avant-guerre, la restauration de la monarchie devait faire en sorte que les intérêts nationaux primeraient sur toute autre considération au sein de l'État français, et donc assurer la survie

---

61. CM, «1. Les hommes et la chose», *AF*, 19 juin 1915.

de la patrie. Entre 1914 et 1918, l'état de belligérance de la France fit prédominer les nécessités patriotiques immédiates au sein même de la direction du pays, ce qui obligea l'Action française à remiser, du moins temporairement, ses plans de renversement de la Troisième République. L'inéluctable victoire contre l'Allemagne allait ainsi en quelque sorte prouver à rebours que le programme du « nationalisme intégral » était juste, obligeant les citoyens à se soumettre à l'idée d'une restauration de la monarchie une fois la paix revenue, pour perpétuer le respect intégral des intérêts nationaux et assurer la pérennité de la stabilité intérieure et extérieure nouvellement acquises par la France.

Au-delà du cas de l'Action française, cette étude met en exergue les tensions qui ont marqué l'histoire de l'Union sacrée et démontre bien que la trêve dans les débats politiques que le président Poincaré avait appelée ne fut pas parfaite, quoi qu'en ait retenu la mémoire collective. Il n'empêche que les combats politiques en soi sont tombés dans un mode plus passif entre 1914 et 1918. La perspective d'y gaspiller les énergies de la nation, et ainsi de contribuer à faire triompher l'envahisseur allemand, apparaissait ainsi aux yeux d'une majorité d'acteurs du spectre politique et idéologique français comme un trop grand risque à prendre pour faire valoir leurs vues sans retenue, tel qu'ils y étaient bien habitués dans l'avant-guerre et qu'ils ne tarderont pas à reprendre une fois l'ennemi allemand repoussé.

Pour le reste, il est tout de même ironique de considérer que l'Action française, un mouvement qui proposait un retour à une monarchie autoritaire antilibérale, ait pu continuer à s'exprimer plutôt librement dans ce contexte de guerre sur les tares et les ratés du régime républicain. Comme quoi la censure de la presse, que les nationalistes intégraux ont également défendue bec et ongles par principe, fut aussi imparfaite que l'Union sacrée.